

Questions orales

M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, je profite de cette occasion pour dire à la Chambre, au nom du ministre, qu'un comité est actuellement saisi de cette question. Il est présidé par notre collègue, le député de Crowfoot.

* * *

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A D'AUTRES DEMANDES DE SUBVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ MAGNA ET DE SES FILIALES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Est-ce que le ministre peut nous confirmer que son ministère a en sa possession d'autres demandes de subventions faites par la compagnie Magna et ses filiales, principalement Multimatic Inc.?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je prends note de la question et je vais vérifier si ces demandes existent.

Il est cependant fort possible, je le répète, qu'il subsiste des demandes découlant du protocole d'entente dont j'ai parlé et que M. Lumley avait signé. En fait, en écoutant bien les propos des députés de l'opposition, on s'aperçoit que, pour ces derniers, le gouvernement libéral avait parfaitement le droit de traiter avec cette société, alors que le gouvernement conservateur...

M. Broadbent: Vous ne saisissez pas le problème.

M. Stevens: ... devrait s'en abstenir. Je ne comprends pas leurs calomnies à l'égard de sociétés comme Magna International et Hyundai.

M. Turner (Vancouver Quadra): Voilà bien le problème.

M. Broadbent: Vous ne le comprenez pas.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est ça qui est grave.

M. le Président: A l'ordre.

[Français]

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE S'ABSTIENNE DE DÉCIDER DANS UN TEL CAS

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, c'est surprenant un dossier aussi chaud et le ministre ne sait pas si sa compagnie a soumis encore des demandes de subventions. Est-ce que le ministre peut nous garantir, compte tenu de l'information que nous avons à l'effet

qu'il y a d'autres demandes de subventions, que ce ne sera pas lui qui va décider si oui ou non elles ont droit aux subventions?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, il me semble avoir été clair. J'ai bien dit au député que je prenais note de sa demande et que je vérifierais. Toutefois, selon le mécanisme en usage à mon ministère, je ne suis pas au courant des demandes qui sont étudiées, et aucun autre ministre ne l'est, tant qu'on n'a pas formulé de recommandation. Celle-ci est alors présentée à notre comité du développement économique, composé de cinq ministres, qui l'étudie et décide de l'approuver ou de la rejeter.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Il est 15 heures.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉPOSER UN DOCUMENT CITÉ

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je ne poserai pas la question habituelle concernant les travaux de la Chambre avant la réunion des leaders à la Chambre qui doit avoir lieu un peu plus tard. Toutefois, pendant la période des questions, le ministre de l'Expansion industrielle régionale semble avoir cité un document émanant du gouvernement. Je voudrais lui demander, conformément aux usages, de bien vouloir déposer ce document.

● (1500)

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suppose que le député parle des notes que j'avais sur certaines transactions.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray (Windsor-Ouest): Le ministre a brandi un document...

M. Benjamin: Un mémoire d'accord.

M. Gray (Windsor-Ouest): ... et je crois qu'il l'a qualifié de «mémoire d'entente» si mes souvenirs sont exacts. Il a pointé à un tableau qui y figurait. Je pense qu'il devrait respecter la longue tradition de cette Chambre et déposer le document en question.

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, le député n'est peut-être pas satisfait de la réponse du ministre, mais lorsque le ministre dit que ce sont des notes, ce sont des notes, et c'est regrettable pour le député de Windsor-Ouest (M. Gray).

Des voix: Oh, oh!